Registre de procès-verbaux de séance du Conseil Municipal

SEANCE DU 10 juin 2025

Date de convocation : 5 juin 2025

Étaient présents : ROBERT Bruno, GERBAUD Jean-Claude, GOYON Fabienne, GRIFFON Christophe, BOSSIS Sophie, BERTINEAU Marion, PALISSIER Boris, TARDY Jean-Louis.

Était absente : DURIEUX Bernadette.

A été nommée secrétaire de séance : BERTINEAU Marion

Ordre du jour :

- Approbation du procès-verbal de la réunion du 28 avril 2025.
- Réhabilitation du hangar 7 impasse du 19 mars : demande de subvention au Conseil Départemental.
- Consultation mutualisée avec le centre de gestion de la Charente-Maritime risque santé.
- Avenants marché maison 19 rue du Bourg.
- Demande d'aide financière
- Compte-rendu de l'exécution des délégations.
- Questions diverses.

Approbation du procès-verbal de la réunion du 28 avril 2025 à l'unanimité.

OBJET : Réhabilitation du hangar 7 impasse du 19 mars : demande de subvention au Conseil Départemental.
--

Monsieur le Maire rappelle qu'il a signé l'acte d'achat du bâtiment situé 7 impasse du 19 mars le 21 mars 2025.

Il indique que le hangar présent sur la parcelle a été acheté en pleine propriété afin d'y établir une annexe aux ateliers municipaux.

Monsieur le Maire explique que ce bâtiment nécessite une rénovation totale pour être utilisable. Il informe qu'il a demandé des devis et en donne lecture :

Entreprise AMCC Charpente et couverture : 35 112 € HT

Entreprise Morgan MENARD Arases murs et dalle béton : 28 601 € HT

Entreprise BONDON électricité : 7 667 € HT

Entreprise BONDUT Fourniture et pose de deux portes : 5 121 € HT

ENEDIS pose d'un compteur électrique : 1 658 € HT

Entreprise HERAUD Fourniture et pose d'une clôture : 3 070 € HT

Pour un montant total de 81 229 € HT de travaux.

Monsieur le Maire indique que ces travaux sont susceptibles d'être subventionnés par le Conseil Départemental de la Charente Maritime dans le cadre du fonds de revitalisation et propose de déposer un dossier de demande de subventions.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- La rénovation globale du hangar situé 7 impasse du 19 mars afin d'y établir une annexe aux ateliers municipaux.
- De déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental de la Charente-Maritime dans le cadre du fonds de revitalisation.

- De retenir le plan de financement suivant :
 - Dépense : 81 229 € HT
 - Recettes :
 - Département (Revitalisation) : 28 430.15 € (35% du montant HT)
 - Commune : 52 798.85 € (65% du montant HT).

OBJET : Consultation mutualisée avec le centre de gestion de la Charente-Maritime risque santé.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 827-1 et suivants du code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'avis du comité social territorial du 11 février 2025,

Exposé :

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Le risque prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès.
- Le risque santé : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
-

Après la mise en place de cette participation obligatoire pour le risque prévoyance, celle-ci deviendra également effective au 1er janvier 2026 pour le risque santé, pour un montant minimal fixé actuellement à 15 euros brut par mois et par agent.

La participation peut être accordée dans le respect de la procédure :

- soit de labellisation. Dans ce cas, l'employeur verse une participation aux agents qui ont adhéré à l'un des produits labellisés, parmi ceux mentionnés sur la liste publiée sur le site internet du ministère chargé des collectivités territoriales,
- soit de convention de participation, associée à un contrat collectif d'assurance, conclue à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence spécifique, avec un organisme d'assurance bénéficiant de la qualité de mutuelle ou d'union de mutuelles, d'institution de prévoyance ou de société d'assurance.

Cette consultation est réalisée :

- soit par la collectivité,
- soit par le centre de gestion du ressort de la collectivité. Dans ce cas, la collectivité doit confier, préalablement à la consultation, un mandat au centre de gestion. A l'issue de la consultation, l'adhésion de la collectivité à la convention de participation proposée reste libre et donc sans obligation.

Après avoir entendu l'exposé,

Le conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- de retenir la procédure de convention de participation, avec son contrat d'assurance collective à adhésion facultative des agents, selon la procédure d'appel à concurrence organisée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime, de donner, ainsi, mandat au Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Charente-Maritime pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque santé

au 1er janvier 2026.

- D'accorder une participation aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public et de droit privé dans l'effectif qui adhéreront au contrat collectif d'assurance conclu à l'issue de la procédure d'appel à la concurrence, et de fixer le niveau de cette participation comme suit :

- Versement d'un montant unitaire mensuel brut de : Minimum : 15 euros

La participation sera confirmée par délibération, à l'issue de la procédure de consultation.

- D'autoriser le Maire à effectuer tout acte relatif à ce dossier, et notamment à transmettre au Centre de gestion toutes les données statistiques nécessaires à la consultation.

OBJET : Avenants marché maison 19 rue du Bourg.

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que les travaux de la maison au 19 rue du Bourg ont démarrés et avancent dans le temps impartis.

Des travaux supplémentaires sont à prévoir et engendrent des plus et moins-values.

Le passage entre la maison en rénovation et les logements au 15 et 17 rue du Bourg doit être couvert, les linteaux en bois des fenêtres de l'étage sont abîmés (cela a été découvert lors du dégrossis des murs).

Le maître d'œuvre a fait parvenir les nouveaux devis

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'autoriser le Maire à signer les avenants suivants :

Lot	Entreprise	Montant HT Base	Avenants en moins-value HT	Avenants en plus-value	Nouveau montant	Variation
02	EURL FEUGNET	73 918.50 €		1 290.00 €	75 208.50	+ 1.74 %
03	SAS THOREAU	39 245.30 €		1 183.97 €	40 429.27 €	+ 3.02 %
04	AMCC	19 098.20 €	100.10 €		18 998.10 €	- 0.52 %
Montant initial du marché : 192 833.74 € HT						+ 1.23 %

OBJET : Demande d'aide financière

Monsieur le Maire indique qu'il a reçu de la part d'une assistante sociale un dossier de demande d'aide financière concernant un habitant de la commune.

Cette aide est demandée pour le recouvrement d'une facture de vidéo protection non honorée pour un montant de 400 €.

Il ressort du débat qui a eu lieu au sein de l'assemblée que le Conseil Municipal souhaite délimiter les aides financières qui peuvent être accordées aux demandeurs aux seuls besoins alimentaires ou aux biens et services de première nécessité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité décide :

- De ne pas accorder l'aide financière car elle n'entre pas dans le champ des aides définies par le Conseil Municipal.
- De charger le Maire de notifier cette décision aux personnes concernées.

OBJET : Compte-rendu d'exécution des délégations

- ⇒ Le Maire informe qu'il a signé l'offre de prêt du Crédit Mutuel et qui a demandé le déblocage des 110 000 € pour le 1^{er} juillet 2025.

Questions diverses

- PLU : Le Maire informe qu'il va assister à la réunion avec les personnes publiques associées pour défendre les zones constructibles qu'il présente à l'écran. Il indique qu'un porteur de projet très sérieux a fait une demande pour le terrain communal actuellement en zone Aux du PLU.
- Villes et villages fleuris : Le Maire informe qu'il recevra la délégation du jury le 2 juillet 2025.
- Concert dans l'église : La compagnie ECMA donnera un concert dans l'église de Saint Martial de Mirambeau le 20 septembre, les affiches sont prêtes à être éditées. Jean-Louis TARDY explique que le livret de présentation de l'église est en cours de confection.
- Monsieur le Maire informe que la loi sur le scrutin des élections municipales a changé. L'élection se fera au scrutin de liste paritaire, cette modification sera effective aux municipales de 2026.

Rien ne restant à l'ordre du jour, le Maire déclare la séance close.

Ont signé au registre tous les membres présents.